UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

Bénin
Burkina Faso
Côte d'ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

2ème trimestre 2018

N°40

Septembre 2018

Table des matières

Liste des tableaux ii
Liste des graphiques ii
Sigles et abréviations iii
Résumé 1
Introduction 2
1. Conjoncture internationale 2
1.1. Activité économique mondiale 2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde 3
1.3. Cours des matières premières 4
1.4. Taux d'intérêt 5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA 6
2.1. Activité économique régionale 6
2.2. Evolution de l'inflation 10
2.3. Secteur extérieur 12
2.4. Finances publiques 16
2.5. Situation monétaire 18
2.6. Activités de la BRVM 20
2.7. Taux de change effectif réel (TCER) 20
3. Principaux faits marquants 21
3.1. Environnement international 21
3.2. Pays de l'UEMOA 22
Conclusion 24

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars 5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018 7
Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA 8
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au deuxième trimestre 2018..... 10
Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au deuxième trimestre 2018..... 11
Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 1er trimestre 2018 (par rapport au 4ème trimestre 2017) 12
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA) 13
Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds FCFA) 13
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union 14
Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA) 15
Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2018 (en mds). 16
Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2018 (en mds de FCFA). 19

Liste des graphiques

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde 3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril) 4
Graphique 3: Taux de croissance économique dans l'UEMOA 6
Graphique 4: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union 15

Sigles et abréviations

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BRVM : Bourse régionale des valeurs mobilières

CNPE : Comité National de Politique Economique

FCFA : Franc CFA

FED : Réserve Fédérale des Etats - Unis

FMI : Fonds Monétaire International

IHPC : Indice harmonisé des prix à la consommation

IHPI : Indice harmonisé de la production industrielle

INS : Institut national de la statistique

LIBOR : Taux interbancaire pratiqué à Londres

Mds : Milliards de FCFA

PIB : Produit intérieur brut

PNG : Position nette du Gouvernement

TOFE : Tableau des opérations financières de l'Etat

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

1T18 : Premier trimestre 2018

2T18 : Deuxième trimestre 2018

Résumé

L'économie mondiale croîtrait de 3,9% en 2018 et 2019 grâce à une dynamique vigoureuse, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières accommodantes et les répercussions de la politique budgétaire expansionniste des Etats – Unis. Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance atteindrait 3,4% en 2018 et 3,8% en 2019 contre 2,8% en 2017 portée par une amélioration progressive de la situation économique dans les pays exportateurs de produits de base.

En 2018, l'activité économique de l'Union devrait enregistrer une croissance de 6,8% contre 6,7% en 2017. Elle se déroulerait dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation projeté à 0,9 % sur la base des réalisations des huit premiers mois de l'année, contre 0,8% en 2017.

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés devrait passer à 2,0% contre 1,7% en 2017 sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due à l'affermissement de la demande. Au cours du deuxième trimestre 2018, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est établi à 112,3, s'inscrivant ainsi en hausse de 0,2% par rapport au trimestre précédent.

Au cours du trimestre sous revue, la production industrielle baisse dans tous les pays sauf en Côte d'Ivoire. Le chiffre d'affaire du commerce et des services a globalement été bien orienté dans les trois (03) pays ayant fourni des données (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal).

En raison de la mauvaise pluviométrie, la campagne agricole n'a pas été bonne dans plusieurs Etats principalement au Burkina Faso et à un degré moindre au Niger.

Au niveau des échanges, les exportations de l'Union ont connu un repli de 12,5% entre les deux (2) premiers trimestres de l'année. Cette contreperformance de 473,5 milliards de FCFA (-12,5%), est la conjugaison d'une importante baisse au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, dans une moindre mesure au Mali. Quant aux importations en valeur, elles ont connu une légère augmentation (+1,4%) entre les deux premiers trimestres de 2018 en liaison avec le recul du Mali (-7,5%), et du Togo (-10,6%).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est dégradé au cours du trimestre sous revue. En revanche, la masse monétaire s'est consolidée, sous l'impulsion des crédits à l'économie et en dépit du repli observée au niveau des actifs extérieurs nets.

Introduction

Le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) élabore chaque trimestre la Note de Conjoncture Economique Régionale afin d'assurer le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Elle s'adresse aux décideurs régionaux et aux populations, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse les principaux indicateurs conjoncturels dans les huit Etats membres ainsi que leur évolution.

La présente note, deuxième de l'année 2018, analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au second trimestre 2018 et fait une brève projection sur le troisième trimestre 2018. Elle est divisée en trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour de juillet 2018 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données «The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de juin 2018. Les données nationales proviennent des Instituts Nationaux de la Statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions en charge de la prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

La croissance de l'économie mondiale devrait être de 3,9% en 2018 et 2019 grâce à une dynamique vigoureuse, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières qui demeurent accommodantes et les répercussions de la politique financière expansionniste des Etats – Unis. Cette croissance serait soutenue par une activité en hausse dans les pays avancés qui continueraient de bénéficier de conditions financières souples sur la période considérée, malgré un resserrement progressif.

Aux Etats–Unis, la croissance serait de 2,9% en 2018 contre 2,3% en 2017. Cette progression s'expliquerait par une activité plus vigoureuse que prévu, un affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique de la réforme fiscale de décembre 2017. En effet, la baisse des taux de l'impôt sur les bénéfices et la déductibilité temporaire de tous les investissements devraient stimuler l'activité économique. En 2019, la croissance devrait décélérer pour se situer à 2,7%.

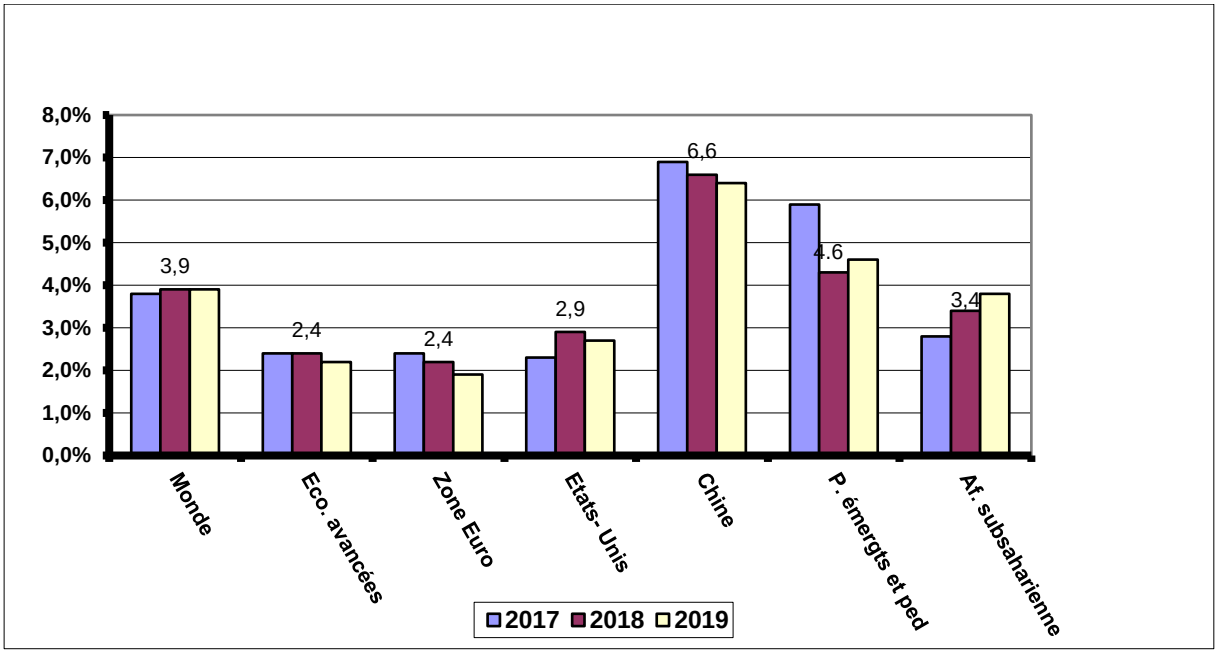
En zone euro, la croissance économique serait de 2,2% en 2018 contre 2,4% en 2017. Cette légère baisse s'explique surtout par une demande intérieure en régression

malgré une politique monétaire accommodante et une amélioration des perspectives de la demande extérieure. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,9% freinée par une faible productivité sur fonds de réformes insuffisantes et d'une évolution démographique défavorable (vieillissement de la population).

Pour sa part, la croissance économique de la Chine, devrait fléchir en 2018 pour se situer à 6,6% contre 6,9% en 2017. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une augmentation de la dette non financière en pourcentage du PIB. Le rééquilibrage de l'investissement vers la consommation privée et de l'industrie vers les services se poursuivrait. La croissance devrait encore ralentir à 6,4% en 2019 en raison de l'accumulation de facteurs de vulnérabilités.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2018, sa croissance serait de 3,4% contre 2,8% en 2017, portée par une amélioration progressive de la situation morose des pays exportateurs de produits de base. Dans le même temps, la croissance s'améliorerait en Afrique du Sud avec l'augmentation de la confiance des chefs d'entreprises, suite au changement de leadership politique. En 2019, les prévisions indiquent une croissance de 3,8%.

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés devrait passer à 2,2% contre 1,7% en 2017 sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due, entre autres, à l'affermissement de la demande. Par ailleurs, le fait que la croissance soit supérieure à la tendance et la réduction des écarts de production par rapport à la production potentielle accentue les tensions inflationnistes. Aux Etats – Unis, l'inflation hors alimentation et énergie devrait passer de 1,8% en 2017 à 2,0% en 2018 puisque la croissance a dépassé son potentiel.

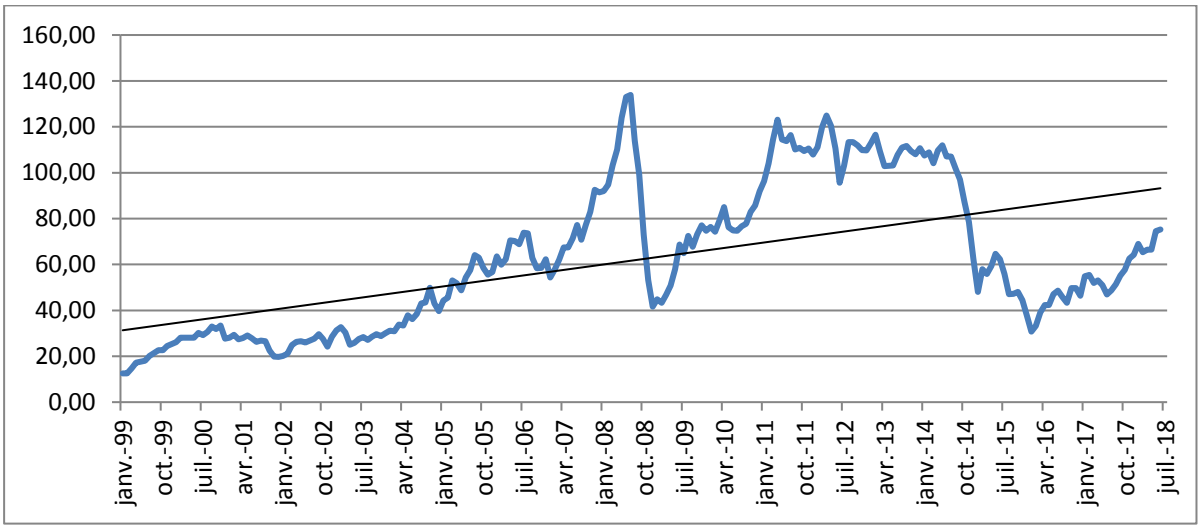
En zone euro, l'inflation hors alimentation et énergie devrait monter de 1,1% en 2017 à 1,2% en 2018 en raison principalement du fait que la croissance dépasserait la tendance.

Dans les pays émergents et en développement (hors Venezuela), l'inflation globale devrait passer de 4,0% en 2017 à 4,4% en 2018 en lien avec la hausse des prix de l'énergie et l'importance des écarts de production.

1.3. Cours des matières premières

Au deuxième trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont augmenté de 11,2%. Par rapport à la même période de l'année dernière, les cours ont augmenté de 48,4%. Cette hausse des cours du brut s'explique par les meilleures perspectives économiques mondiales, la prolongation de l'accord de l'OPEP visant à limiter la production et la baisse des tensions géopolitiques au Moyen–Orient.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Au deuxième trimestre 2018, comparativement au premier trimestre de cette année, les cours de l'once d'or ont baissé de 1,7%. En glissement annuel, ces cours augmentent de 3,9%. Cette mauvaise tenue des cours de l'once d'or provient essentiellement de la diminution du rôle de valeur refuge du métal jaune suite à l'amélioration de la conjoncture économique mondiale.

Les cours du cacao ont augmenté de 17,4% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Par rapport au même trimestre de 2017, les cours du cacao sont en hausse de 29,8%. Cette hausse des cours se justifie surtout par la difficulté actuelle à trouver des fèves de qualité dans les principales régions productrices d'Afrique de l'Ouest, plus précisément en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Entre le deuxième trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont baissé de 1,5%. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent

de 13,5%. Ce recul des prix du café s'expliquent principalement par la hausse de la production dans certaines régions productrices malgré une amélioration de la demande.

Quant aux cours du coton, ils ont progressé de 5,0% comparativement au trimestre précédent et de 9,4% en glissement annuel. Cette bonne tenue des cours du coton pourrait découler d'une amélioration de la demande notamment dans les pays émergents et particulièrement en Chine.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2017	2018		Variations en %	
		T2	T1	T2	18T2/ 18T1	18T2 /17T2
Pétrole brut (Brent)	$ / bbl	50,2	67,0	74,5	11,2	48,4
Cacao	c / kg	198,0	219,0	257,0	17,4	29,8
Café arabica	c / kg	330,0	301,0	297,0	-1,3	-10,0
Café robusta	c / kg	223,0	196,0	193,0	-1,5	-13,5
Huile d'arachide	$/tm	1 542,0	1 328,0	1 657,0	24,8	7,5
Huile de palme	$tm	696,0	674,0	601,0	-10,8	-13,6
Huile de palmiste	$tm	1 052,0	1 143,0	947,0	-17,1	-10,0
Maïs	$ / tm	157,7	163,7	173,3	5,9	9,9
Riz brisé 5%	$ / tm	419,7	412,0	443,0	7,5	5,6
Sorgho	$ / tm	166,6	182,3	173,0	-5,1	3,8
Blé	$ / tm	176,8	182,3	215,7	18,3	22,0
Banane	$ / tm	91,0	105,0	105,0	0,0	15,4
Farine poisson	$ / tm	532,0	587,0	587,0	0,0	10,3
Sucre	c/kg	34,0	30,0	27,0	-10,0	-20,6
Bois (Sawnwood) Caméroun	$/décimètre cube	612,6	758,5	652,3	-14,0	6,5
Coton (A Index)	c/kg	191,0	199,0	209,0	5,0	9,4
Phosphate roche	$/ tm	94,0	84,3	87,6	3,9	-6,8
Or non monétaire	$/ toz	1 258,0	1 329,0	1 307,0	-1,7	3,9

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois devrait être de 2,6% en 2018 contre 1,5% en 2017, au niveau du LIBOR. En 2019, ce taux pourrait être de 3,5%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois devrait baisser de 0,3% comme en 2017. En 2019, ce taux pourrait être de -0,1%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait nul en 2018 comme en 2017. En 2019, ce taux devrait être de 0,1%.

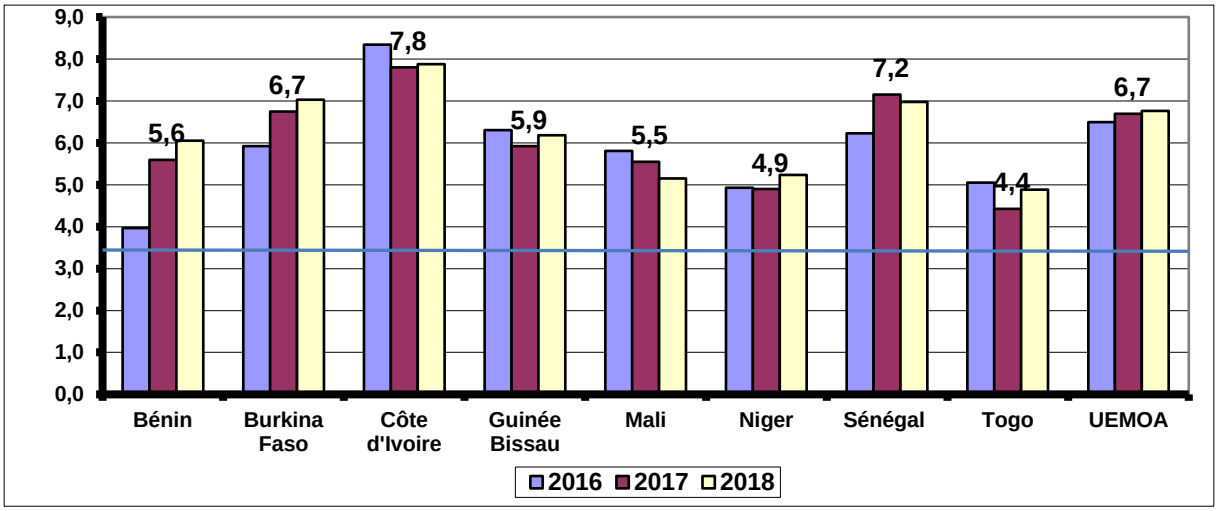
Le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt particulièrement aux Etats – Unis où la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Toutefois, les taux d'intérêt demeurent à des niveaux relativement bas.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2017, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,7% contre 6,5% en 2016. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,8% contre 0,3% en 2016, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans plusieurs Etats membres. Pour 2018, il est attendu un taux de croissance de 6,8% et le taux d'inflation devrait ressortir à 0,9% en se basant sur les réalisations des huit (08) premiers mois.

Graphique 3: Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 5% en 2017 à l'exception du Niger et du Togo. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (5,6%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (7,8%), Guinée-Bissau (5,9%), Mali (5,5%), Niger (4,9%), Sénégal (7,2%) et Togo (4,4%). Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du BTP et le maintien des performances au niveau des transports et communications.

Activité agricole

En raison de la mauvaise pluviométrie, la campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats non satisfaisants dans plusieurs Etats membres notamment au Burkina. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que les volumes de production les plus importants ont été relevées en Côte d'Ivoire au niveau des cultures d'exportation et au Bénin pour les cultures vivrières.

En Guinée Bissau, les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou (87,4%). Le riz représente 41,0% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 37,0% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 49,0% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 12,4%

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018[1]

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
Bénin	11.269.403	9,2	1.104.872	21,9
Burkina	4.063.198	-11,0	717.419	0,9
Côte d'Ivoire	17.603.318	7,8	5.368.576	-3,4
Guinée Bissau	401.345	2,0	183.057	-5,5
Mali	10.081.083	8,4	750.000	3,2
Niger	7.963.375	0,6	6.403.455	-0,1
Sénégal	3.437.766	12,4	1.716.083	41,4
Togo	3.498.418	10,6	156.349	2,1
UEMOA	58.317.906	5,8	16.115.202	3,3

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au deuxième trimestre 2018[2] comparativement au trimestre précédent, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a progressé de 6,4%. Cette hausse provient surtout des augmentations de la production de la branche « autres activités extractives » (66,7%), de celle « fabrication de de machines et matériels électriques « (60,7%), de celle de « la fabrication de fabrication de produits à base de tabac » (59,2%), de celle de « métallurgie, fonderie « (34,2%), de celle de « fabrication de produits à base de tabac » (29,6%) et de celle « travail de bois et fabrication de produits en bois » (26,9%). Au cours de la même période, une baisse de 11,3% a été enregistrée au niveau de la branche « fabrication de produits alimentaires et de boissons ».

Comparativement à la même période de l'année précédente, l'IHPI a progressé de 7,9%.

[1] Estimations

[2] Données à fin mai 2018.

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	2T17	1T18	2T18	Var 2T18/1T18	Var 2T18/2T17
Bénin	133,7	146,3	nc	nc	nc
Burkina Faso	168,0	166,8	nc	nc	nc
Côte d'Ivoire	161,4	163;7	174,2	6,4%	7,9%
Mali	84,2	148,7	86,4	-41,9%	2,5%
Niger	106,4	89,2	nc	nc	nc
Sénégal	127,8	134,1	125,3	-6,5%	-2,0%
Togo	115,5	116,9	89,9	-23,1%	-22,1%

Source : INS des Etats membres

Au Mali, au deuxième trimestre de l'année 2018, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a baissé de 41,9%. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse de la production des branches suivantes : « égrenage coton » (-92,9%), « fabrication d'articles d'habillement, teintures et fourrures » (-45,9%), « éditions, imprimerie et reproduction » (-28,9%), et « fabrication de produits chimiques » -27,7%. Au même moment, une hausse importante a été relevée dans la production d'électricité et de gaz (+24,2%). En glissement annuel, l'indice progresse de 2,5%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a baissé de 6,5%. Ce mauvais résultat se justifie essentiellement par la diminution de la production dans les branches suivantes : « industries alimentaires » (-20,4%), «industries extractives » (-6,4%), « industries mécaniques » (-6,6%) et « industries des matériaux de construction (-6,5%). Comparativement à la même période de l'année 2017, la production industrielle a baissé de 2,0%.

Au deuxième trimestre 2018, comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a baissé de 23,1%, au Togo. Ce recul est surtout imputable aux baisses de production enregistrées dans les branches «production et distribution d'électricité et de gaz » (-36,9%)», « fabrication de verres, poteries et matériaux de construction » (-20,4%), « fabrication d'ouvrages en métaux » (-72,4%) et « captage, traitement et distribution d'eau » (-17,4%). Toutefois, sur la même période, on a pu noter des hausses significatives, notamment dans les branches suivantes : « fabrication de textiles», « travaux de bois et fabrication d'articles en bois » et « travail de métaux et fabrication d'ouvrages en métaux ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice baisse de 22,1%.

Activité dans le commerce et les services[3]

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a progressé de 5,3% par rapport au trimestre précédent. Cette bonne tenue de l'indice s'explique surtout par les hausses enregistrées au niveau du chiffre d'affaires des secteurs des industries métalliques, des industries manufacturières, des industries chimiques et des autres industries. Il faut aussi souligner les mauvaises performances au niveau des banques et assurances et du secteur des banques et assimilées.

En glissement annuel, l'indice global a augmenté de 2,9% en lien avec les hausses des chiffres d'affaires enregistrées par les industries métalliques et le secteur des transports et télécoms.

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaire du commerce de détail a progressé de 10,1% au second trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent. Cette performance s'explique notamment par les hausses enregistrées aux niveaux des autres produits alimentaires, boissons et tabacs, des autres appareils électriques et électroniques non ménagers, de la parfumerie et produits de beauté et des textiles, habillements, articles chaussants et cuirs. Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 5,9%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a baissé de 0,3% au deuxième trimestre 2018, comparativement au premier trimestre 2018. Ce recul s'explique surtout par la baisse du chiffre d'affaire du commerce de gros et de détail. En glissement annuel, l'indice a progressé de 8,3% en raison du commerce de pièces détachées et de carburant.

Au second trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 0,9%. Cette augmentation provient essentiellement d'une hausse au niveau des banques et assurances. En glissement annuel, cet indice a augmenté de 1,6% en raison d'une hausse du chiffre d'affaires des autres services.

Créations d'entreprises

1067 entreprises ont été enregistrées au deuxième trimestre de cette année contre 1121 entreprises au trimestre précédent, au Bénin, soit une baisse de 4,8%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 26,8%.

Au Niger, 1439 entreprises ont été enregistrées au deuxième trimestre 2018 contre 1217 au trimestre précédent, soit une hausse de 18,2%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 38,8%.

[3] Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

Au deuxième trimestre de cette année, 13074 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 13959 au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 6,3%. Au nombre de celles–ci, on compte 79,4% entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une hausse de 17,1%.

2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du deuxième trimestre 2018, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est resté stable, s'établissant à 112,3 comme lors du premier trimestre de l'année en cours. En glissement annuel, l'IHPC est ressorti en très légère hausse de 0,2%.

En variation trimestrielle, cette hausse de l'IHPC s'explique par la stabilité observée pour la quasi-totalité de ses sous-indices dont les variations sont restées comprises entre -0,1 et 0,1, sauf pour la composantes « Communication » dont l'indice a enregistré un très léger recul de 0,3% par rapport au premier trimestre 2018.

Concernant l'évolution de l'IHPC en glissement annuel, elle s'explique par le fait que la diminution des prix de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées », qui s'est établie à 0,8%, et dans une moindre mesure, celle de la composante « Communication » (-2,0%) ont atténué l'effet des hausses de prix relevées pour la plupart des autres composantes de l'indice, notamment les « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer », « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et « Restaurants et Hôtels ».

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au deuxième trimestre 2018

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2017			2018		Variations (%)	
		Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	2T18 / 1T18	2T18/ 2T17
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	122,5	122,5	120,7	121,3	121,4	0,1	-0,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	110,5	110,4	111,1	111,5	111,4	-0,1	0,8
Articles d'habillement et chaussures	936,4	107,7	107,8	108,2	108,3	108,3	0,0	0,6
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	111,4	111,1	111,8	112,6	112,7	0,1	1,2
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	112,9	113,7	114,7	114,7	114,6	-0,1	1,5
Santé	360,6	104,0	104,3	104,1	104,5	104,4	0,0	0,5
Transport	1192,2	105,0	105,0	105,8	106,1	106,1	0,1	1,0
Communication	635,1	78,3	78,2	76,9	77,0	76,8	-0,3	-2,0
Loisir et culture	283,2	102,6	102,8	103,0	103,1	103,2	0,1	0,6
Enseignement	271,7	119,2	119,4	120,0	120,0	120,0	0,0	0,6
Restaurant et hôtel	1010,4	119,4	119,8	120,3	120,8	120,8	0,0	1,2
Biens et services divers	446,7	110,1	108,4	109,1	110,1	110,2	0,1	0,1
Total	**10000,0**	**112,1**	**112,1**	**111,9**	**112,3**	**112,3**	**0,0**	**0,2**

Source : Commission de l'UEMOA

La stabilité de l'IHPC relevée au niveau régional, en variation trimestrielle, traduit la dynamique des prix quelque peu contrastée à travers les deux premières économies de l'Union (+0,2% en Côte d'Ivoire et -0,6% au Sénégal), tandis que les prix n'ont connu que de légères hausses proches de 1,0% dans les autres Etats membres, à l'exception du Niger où l'inflation est ressortie nulle, par rapport au premier trimestre de l'année 2018.

En glissement annuel, le niveau général des prix s'est inscrit en très légère hausse de 0,2%. Cette faible évolution de l'IHPC s'explique par le fait que les hausses observées dans la plupart des autres Etats membres de l'Union, notamment au Niger où la progression des prix a été relativement forte avec un taux d'inflation de 4,8%, par rapport au deuxième trimestre 2017 ainsi qu'au Mali (+1,6%), ont, à peine, compensé les baisses de prix relevées en Côte d'Ivoire (-0,9%) et au Togo (-0,3%).

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au deuxième trimestre 2018

PAYS	Pondération	2017			2018		Variations (%)	
		Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	2T18 / 1T17	2T18/ 2T17
BENIN	807,3	112,1	112,3	112,6	111,6	112,4	0,7	0,3
BURKINA	849,0	108,7	109,4	109,2	108,5	109,5	0,9	0,7
COTE D'IVOIRE	3 796,9	116,3	114,9	114,4	115,0	115,3	0,2	-0,9
GUINEE-BISSAU	216,6	110,2	112,2	110,2	109,8	110,5	0,7	0,3
MALI	740,0	113,5	116,3	115,3	114,2	115,3	1,0	1,6
NIGER	602,8	109,4	111,2	112,0	114,7	114,7	0,0	4,8
SENEGAL	1 958,6	104,0	106,7	106,7	105,6	104,9	-0,6	0,9
TOGO	1 028,9	117,5	116,2	115,0	116,2	117,2	0,8	-0,3
UEMOA	**10 000,0**	**112,1**	**112,1**	**111,9**	**112,3**	**112,3**	**0,0**	**0,2**

Source : Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais ont enregistré une hausse de 0,8% par rapport au premier trimestre de l'année en cours, tandis qu'en ce qui concerne les produits énergétiques, l'IHPC y relatif est resté stable (+0,0%) sur la même période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors produits frais et hors énergie, a affiché un léger ralentissement pour se situer à 0,1% au cours du deuxième trimestre 2018, contre 0,4% pour le premier trimestre de la même année.

Au niveau des Etats membres de l'Union, on note que les prix se sont généralement inscrits en hausse dans la quasi-totalité des Etats, à l'exception du Sénégal, où une baisse notable des prix des produits frais (-4,3%) a été relevée, et de la Côte d'Ivoire dont les prix sont restés stables (+0,0%) sur la période. Les hausses de prix les plus remarquables concernant les produits frais ont été enregistrées au Burkina Faso (+4,1%) et au Bénin (+3,3%). Pour les produits de l'énergie, les prix sont généralement restés stables ou ont connu des hausses modérées (inférieures à 1,0%) dans la plupart des Etats membres. Seul le Togo a affiché une baisse de 1,7% de son indice sur la période.

Enfin, sur la base des réalisations de l'IHPC pour les huit (08) premiers mois de l'année 2018, le taux d'inflation annuel moyen est projeté à 0,9% à la fin de l'année 2018.

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 1er trimestre 2018 (par rapport au 4ème trimestre 2017)

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée -Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-3,7	-0,5	1,7	-0,7	-1,1	-2,6	-0,6	1,5	-1,7
Indice Energie	-0,7	-0,1	0,0	1,1	0,3	2,3	0,0	0,8	0,7
Taux d'inflation sous-jacente	**-0,1**	**-0,1**	**-0,2**	**-0,4**	**0,3**	**1,6**	**0,0**	**0,2**	**0,4**
produits locaux	-1,3	-0,3	0,1	-0,3	-0,2	0,5	-0,2	0,7	0,2
produits importés	-0,2	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,8	0,1	0,0	0,3
produits du secteur primaire	-4,3	-0,5	2,3	-2,4	-0,8	-1,9	-0,4	1,4	0,6
produits du secteur secondaire	-0,4	0,0	0,0	-1,1	0,1	2,0	-0,1	0,4	0,6
produits du secteur tertiaire	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,4	1,9	0,0	0,2	0,6
Biens non durables	-1,9	-0,3	-0,8	-0,4	1,5	-0,3	-0,3	0,9	-0,4
Biens semi durables	0,0	0,0	1,3	0,3	0,6	2,3	-0,1	-0,5	1,7
Biens durables	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	2,3	0,1	0,0	0,2

Source : Commission de l'UEMOA

2.3. Secteur extérieur

2.3.1. Exportations

Les exportations de l'Union ont connu un repli entre les deux premiers trimestres de l'année 2018. Cette contreperformance de 473,5 milliards (-12,5%), est la conjugaison d'une importante baisse au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, et dans une moindre mesure, au Mali.

Au Bénin, l'amélioration des exportations de 11,5% fait suite à la performance du coton non cardé ni peigné (64,8 mds).

En Côte d'Ivoire, les exportations des produits primaires ont reculé en raison de la baisse des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation, principalement du cacao fève, de la noix de cajou et du caoutchouc. Suivant les analyses des autorités ivoiriennes, la baisse des exportations de fèves de cacao est liée à la contraction observée aussi bien au niveau du volume que des prix à l'export.

Au Sénégal, c'est une progression de 12,6% (+48,5 mds) qui est observée entre les deux trimestres. Cette embellie est imputable à l'or non monétaire, à l'acide phosphorique, au titane et au zircon.

En revanche, les exportations de produits pétroliers, de produits alimentaires, d'engrais minéraux et chimiques et de ciment se sont respectivement repliées de 19,3%, 4,7%, 69,5% et 19,1%. En particulier, la contraction des exportations de produits alimentaires est attribuable aux produits arachidiers (-13,5 mds) et aux légumes frais (-10,5 mds). Elle a, toutefois, été atténuée par le regain des ventes de produits halieutiques (+18,3 milliards).

En glissement annuel, la valeur des exportations de l'Union présente un recul de 5,8%, suite au repli observé dans la première économie de la sous-région, à savoir la Côte d'Ivoire (-24,6%), malgré les progrès signalés au Mali (+23,5%), au Niger (+10,6%) et au Sénégal (+7,4%).

Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18
Bénin	98,99	174,13	75,59	80,98	147,15	164,01
Burkina Faso	456,95	446,31	310,72	461,66	593,86	434,71
Côte d'Ivoire	2 448,49	2 086,45	1 238,72	1 596,68	2 020,13	1 572,60
Guinée Bissau	0,00	75,36	35,81	3,15	5,21	47,59
Mali	368,50	352,71	358,86	473,35	456,87	435,78
Niger	83,35	88,28	95,28	108,18	56,83	97,63
Sénégal	436,01	402,71	324,04	323,64	384,20	432,70
Togo	121,38	118,61	90,41	103,23	107,97	113,69
UEMOA	4 013,67	3 744,56	2 529,43	3 150,88	3 772,22	3 298,71

Source : INS des Etats

2.3.2. Importations

Les importations en valeur ont connu une légère augmentation de 1,4%, entre les deux premiers trimestres de 2018, notamment en liaison avec les reculs observés au Mali (-7,5%), et au Togo (-10,61%) qui ont atténué la hausse enregistrée dans les autres Etats membres. Pour rappel, les importations du Togo avaient aussi affiché un repli lors de la période précédente.

Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18
Bénin	356,25	360,48	498,88	483,63	337,54	332,48
Burkina Faso	492,46	548,34	584,52	589,50	549,20	554,23
Côte d'Ivoire	1 263,39	1 619,58	1 326,94	1 380,34	1 399,14	1 472,90
Guinée Bissau	23,14	33,13	29,98	31,60	23,96	27,76
Mali	624,30	640,90	732,50	560,60	702,50	653,00
Niger	203,27	248,58	253,19	287,00	343,47	393,83
Sénégal	805,50	908,77	881,25	940,98	942,60	955,30
Togo	220,58	222,82	232,16	261,60	249,91	223,39
UEMOA	3 988,90	4 582,61	4 539,42	4 535,25	4 548,32	4 612,89

Source : INS des Etats

La reprise des importations de la Côte d'Ivoire observée au premier trimestre, s'est poursuivie. Les importations des biens en valeur ont été tirées par l'ensemble des composantes : biens de consommation, biens intermédiaires et biens d'équipement.

Au Sénégal, la légère amélioration des importations de 1,3% est soutenue par un accroissement des importations de métaux communs, d'engrais et des pierres céramiques.

En glissement annuel, la tendance de l'Union est à une stabilité (+30,2 mds) consécutivement au repli observé en Côte d' Ivoire (-9,6%) qui a été compensé par la hausse observée au Niger (58,9%).

En glissement annuel, les importations du Sénégal ont enregistré une hausse de 5,1% notamment du fait des produits pétroliers, des «véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles», des produits alimentaires et des produits pharmaceutiques. Les autres Etats présentent une relative stagnation.

2.3.3. Taux de couverture

Le déséquilibre du commerce extérieur continue au 2nd trimestre de 2018 à l'instar des trimestres précédents malgré les bonnes performances de la Côte d'Ivoire (+171,4%) et de la Guinée Bissau (+106,7%).

Le repli des exportations observé dans l'ensemble de l'Union a affecté négativement le taux de couverture qui présente un recul de 11,4 points de pourcentage comparativement au trimestre passé.

En glissement annuel, le taux présente un recul de 10,2 points de pourcentage. Ce repli est très accentué au niveau de la Côte d'Ivoire (56,0 points de pourcentage). Par contre, le Bénin, le Mali et le Sénégal affichent des progrès.

Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18
Bénin	27,79%	48,31%	15,15%	16,75%	43,59%	49,33%
Burkina Faso	92,79%	81,39%	53,16%	78,31%	108,13%	78,44%
Côte d'Ivoire	193,80%	128,83%	93,35%	115,67%	144,38%	106,77%
Guinée Bissau	0,00%	227,46%	119,43%	9,98%	21,73%	171,41%
Mali	59,03%	55,03%	48,99%	84,44%	65,04%	66,74%
Niger	41,00%	35,51%	37,63%	37,69%	16,55%	24,79%
Sénégal	54,13%	44,31%	36,77%	34,39%	40,76%	45,29%
Togo	55,03%	53,23%	38,94%	39,46%	43,20%	50,89%
UEMOA	**100,62%**	**81,71%**	**55,72%**	**69,48%**	**82,94%**	**71,51%**

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.3.4. Solde commercial

Le second trimestre 2018 a vu une détérioration du solde commercial dans l'UEMOA qui demeure déficitaire à hauteur de 1 314,1 mds. Ce niveau est largement plus important que celui du trimestre précédent qui était évalué à 776,1 mds.

En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est détérioré de 538,0 mds. Cette contreperformance est la conséquence de la faible performance de la Côte d'Ivoire qui au cours des périodes précédentes portait la sous-région.

En glissement annuel, le solde commercial affiche une détérioration de 476,1 mds.

Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

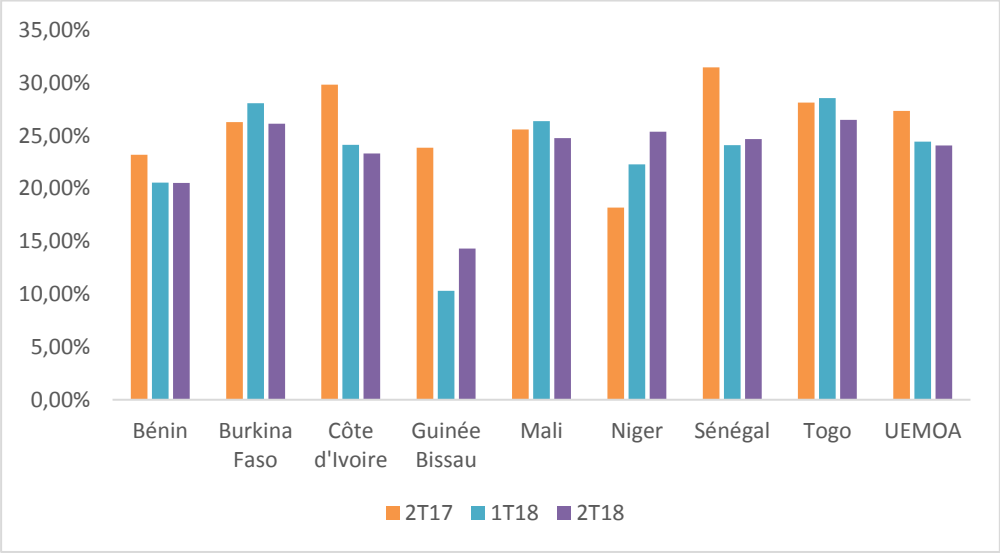
	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18
Bénin	-257,26	-186,35	-423,29	-402,64	-190,39	-168,47
Burkina Faso	-35,50	-102,03	-273,80	-127,84	44,66	-119,51
Côte d'Ivoire	1 185,11	466,86	-88,22	216,34	620,99	99,70
Guinée Bissau	-23,14	42,23	5,83	-28,44	-18,75	19,83
Mali	-255,81	-288,19	-373,64	-87,25	-245,63	-217,22
Niger	-119,92	-160,30	-157,90	-178,82	-286,64	-296,20
Sénégal	-369,49	-506,06	-557,20	-617,34	-558,40	-522,60
Togo	-99,20	-104,21	-141,75	-158,37	-141,94	-109,70
UEMOA	24,77	-838,05	-2 009,98	-1 384,37	-776,10	-1 314,18

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.3.5. Compétitivité extérieure

Le second trimestre de l'année 2018 est caractérisé par un léger repli du taux de pénétration comparativement au trimestre précédent. Ainsi, la période sous revue affiche une couverture du marché intérieur de l'Union de 24,0% contre 24,4% à la période précédente. Comparé à la même période de l'année 2017, il est observé un recul de 3,3 points de pourcentage. Cette situation traduit bien les difficultés d'amélioration de la production et des exportations des Etats membres de l'Union.

Graphique 4: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes

Au cours du deuxième trimestre de l'année en cours, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes totales s'y sont établies à 4135,5 mds, contre 3754,8 mds de F FCA au premier trimestre 2018. Autrement dit, cette évolution correspond à une augmentation absolue de 380,7 mds et à une progression relative de 10,1% en glissement annuel.

Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2018 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	**Burkina Faso**	**Côte d'Ivoire**	**Guinée Bissau**	**Mali**	**Niger**	**Sénégal**	**Togo**
Recettes Totales	**268,9**	**730,5**	**1317,1**	**28,9**	**389,8**	**246,8**	**1153,5**	**167,4**
	268,8	*667,5*	*1113,8*	*37,2*	*422,7*	*171,3*	*1073,5*	*129,2*
	0,0%	9,4%	18,3%	-22,4%	-7,8%	44,1%	7,5%	29,6%
Recettes Fiscales	**194,6**	**649,3**	**1014,2**	**21,9**	**327,7**	**220,9**	**1008,5**	**134,3**
	176,5	*588,6*	*912,5*	*28,4*	*359,4*	*165,1*	*939,4*	*110,8*
	10,2%	10,3%	11,1%	-22,7%	-8,8%	33,8%	7,4%	21,2%
Recettes non fiscales	**71,0**	**81,2**	**214,4**	**6,9**	**16,3**	**24,5**	**56,7**	**32,4**
	77,8	*78,9*	*135,0*	*8,8*	*24,3*	*6,3*	*64,0*	*17,4*
	-8,7%	2,9%	58,7%	-21,4%	-32,8%	288,9%	-11,4%	86,2%
Dépenses Totales	**350,9**	**902,8**	**1522,5**	**24,4**	**402,8**	**372,8**	**1456,7**	**140,7**
	352,3	*974,0*	*1372,1*	*36,9*	*513,7*	*293,5*	*1261,0*	*125,3*
	-0,4%	-7,3%	11,0%	-33,9%	-21,6%	27,0%	15,5%	12,4%
Dépenses Courantes	**213,9**	**671,9**	**887,8**	**23,5**	**-**	**150,4**	**414,5**	**107,0**
	229,7	*623,1*	*904,4*	*23,9*	-	*165,8*	*372,5*	*141,7*
	-6,9%	7,8%	-1,8%	-1,7%	-	-9,3%	11,3%	-24,5%
Dépenses en Capital	**350,9**	**230,8**	**401,5**	**0,9**	**130,1**	**222,5**	**577,4**	**33,3**
	121,9	*350,9*	*241,4*	*17,1*	*184,3*	*127,8*	*478,5*	*22,2*
	10,3%	-34,2%	66,3%	-94,9%	-29,4%	74,1%	20,7%	50,1%
Solde Global	**-81,9**	**-96,4**	**-648,6**	**7,6**	**-13,0**	**-126,0**	**-152,7**	**55,1**
	-83,5	*-253,4*	*-169,4*	*13,0*	*-90,9*	*-119,5*	*-297,6*	*28,8*
	-1,9%	-62,0%	283,0%	-41,4%	-85,7%	5,4%	-48,7%	91,2%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2018. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, les données conjoncturelles du deuxième trimestre 2018 indiquent que la progression des recettes totales s'explique par la hausse des recettes budgétaires recouvrées dans la plupart des Etats membres, notamment en Côte d'Ivoire où ces dernières ont augmenté de 203,3 mds (+18,3%) sur la période. Les autres progressions remarquables ont été observées au Sénégal (+80,0 mds, soit +7,5%), au Niger (75,5 mds, soit+44,1%), au Burkina Faso (+63,0 mds, soit +9,4%) et au Togo (+38,2 mds,

soit 29,6%). Par contre, les recettes totales du Bénin sont restées stables par rapport au deuxième trimestre 2017, et seuls le Mali et la Guinée-Bissau ont enregistré des baisses de leurs recettes totales, en glissement annuel, avec des diminutions respectives de 32,9 mds (-7,8%) et 8,3 mds (-22,4%).

Du point de vue des composantes des recettes budgétaires, il ressort de l'analyse des données du deuxième trimestre 2018 que l'évolution à la hausse des recettes totales de l'Union a été essentiellement portée par la hausse des recettes fiscales qui ont enregistré une augmentation de 267,1 mds, soit une progression relative de 8,4% en glissement annuel. Du point de vue des contributions des Etats membres, il ressort que cette évolution des recettes fiscales a été surtout portée par les hausses observées en Côte d'Ivoire (+101,7 mds, soit +11,1%), au Sénégal (+69,1 mds, soit +7,4%), au Burkina Faso (+60,7 mds, soit +10,3%) et au Niger (+55,8 mds, soit +33,8%). Dans le même temps, les recettes fiscales se sont respectivement inscrites en baisse de 31,8 mds (-8,8%) et de 6,5 mds (-22,7%) au Mali et en Guinée-Bissau, par rapport au deuxième trimestre de l'année 2017.

2.4.2. Dépenses

Au deuxième trimestre 2018, les dépenses publiques totales de l'Union sont ressorties en hausse de 229,3 mds, soit une augmentation relative de 4,8% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2017. Cette évolution des dépenses publiques de l'Union s'explique notamment par les augmentations de dépenses relevées en Côte d'Ivoire (+150,4 mds, soit +11,0%) et au Sénégal (+195,7 mds, soit +15,5%), mais aussi, dans une moindre mesure, au Niger (+79,3 mds, soit +27,0%). Toutefois, ces augmentations n'ont pas été suffisamment compensées par la baisse des dépenses relevée au Mali (-110,9 mds, soit -21,6%) et au Burkina Faso (-71,3 mds, soit -7,3%).

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques selon leurs composantes permet de constater que celle-ci a été impulsée par l'augmentation des dépenses en capital qui se sont inscrites en hausse de 175,7 mds (+11,5%) en glissement annuel, passant de 1521,9 mds au deuxième trimestre de l'année 2017 à 1697,7 mds au deuxième trimestre de l'année en cours. Cette dynamique des dépenses publiques en capital a notamment été portée par les fortes hausses de dépenses d'investissement observées en Côte d'Ivoire (+160,1 mds, soit +66,3%), au Sénégal (+98,9 mds, soit +20,7%) et au Niger (+94,7 mds, soit 74,1%). Il faut, toutefois, noter que les dépenses en capital se sont respectivement repliées de 120,1 mds (-34,2%), 54,3 mds (-29,4%) et 16,2 mds (-94,9%), au Burkina Faso, au Mali et en Guinée-Bissau sur la période.

Concernant les dépenses courantes, elles se sont globalement affichées en baisse dans la plupart des Etats membres de l'Union, à l'exception du Burkina Faso et du Sénégal où des hausses notables respectives de 48,8 mds (soit +7,8%) et 42,0 mds (soit +11,3%) ont été observées par rapport au deuxième trimestre de l'année 2017. Les baisses les plus remarquables relevées au niveau des dépenses courantes ont

ainsi été observées au Togo (-34,7 mds, soit -24,5%), en Côte d'Ivoire (-16,6 mds, soit -1,8%), au Bénin (-15,8 mds, soit -6,9%) et au Niger (-15,4 mds, soit -9,3%).

2.4.3. Solde budgétaire

L'exécution budgétaire au deuxième trimestre 2018 indique que, globalement, la position déficitaire du budget de l'Union s'est dégradée de 109,6 mds par rapport au deuxième trimestre de l'année 2017, pour se situer à 1111,0 mds au deuxième trimestre de l'année en cours. Cette dynamique de la position budgétaire régionale s'explique essentiellement par la forte dégradation du solde budgétaire globale en Côte d'Ivoire, avec un déficit global qui s'est établi à -648,6 mds au deuxième trimestre 2018, contre -169,4 mds au deuxième trimestre 2017. En dehors de la Côte d'Ivoire, le Niger (-6,5 mds, soit +5,4%) et la Guinée-Bissau (-5,4 mds, soit -41,4%) ont connu une détérioration de leur solde global. Les améliorations du solde global les plus remarquables ont notamment été observées au Burkina Faso (+157,1 mds, soit -62,0%), au Sénégal (+144,9 mds, soit -48,7%) et, dans une moindre mesure, au Mali (+78,0 mds, soit -87,5%) et au Togo (+26,3 mds, soit +91,2%).

2.5. Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Au terme du deuxième trimestre 2018, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union permettent de constater une augmentation de 559,7 mds de la masse monétaire, soit une progression de 2,3%, par rapport au premier trimestre de l'année 2018. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique notamment par les hausses de la masse monétaire relevées au Sénégal (+233,8 mds, soit +5%), en Côte d'Ivoire (+137,1 mds, soit +1,5%), au Burkina Faso (+110,2 mds de CFA, soit +3,1%) et en Guinée-Bissau (+94,6 mds, soit +29,9%). Ainsi, en variation trimestrielle, seuls le Niger et le Mali affichent un repli de leurs disponibilités monétaires, avec des baisses respectives de 38,3 mds (-3,3%) et 34,4 mds (-1,3%).

2.5.2. Avoirs extérieurs nets

Concernant les avoirs extérieurs nets au sein de l'Union, l'analyse des données du deuxième trimestre de l'année en cours indique une baisse de 1308,1 mds, correspondant à une détérioration relative de 18,0%, par rapport au premier trimestre de l'année en cours. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union s'explique par le repli observé dans la plupart des Etats membres. En effet, les avoirs extérieurs nets ont évolué à la baisse en Côte d'Ivoire (-550,2 mds, soit -18,3%), au Bénin (-416,6 mds, soit -51,0%), au Sénégal (-210,9 mds, soit -9,6%), au Mali (-102,6 mds, soit -34,6%), au Niger (-94,2 mds, soit -32,8%) et au Burkina Faso (-51,8 mds, soit -11,2%). Seuls la Guinée-Bissau et le Togo ont ainsi affiché une amélioration des leurs positions extérieures nettes sur la période, avec des progressions respectives de 94,6 mds et 52,7 mds.

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2018 (en mds de FCFA).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	**Burkina Faso**	**Côte d'Ivoire**	**Guinée Bissau**	**Mali**	**Niger**	**Sénégal**	**Togo**
Masse monétaire	**1 389,7**	**3 639,3**	**9 023,1**	**411,2**	**2 570,6**	**1 109,2**	**4 953,3**	**1 643,5**
	1 370,8	*3 529,1*	*8 886,0*	*316,6*	*2 605,0*	*1 147,5*	*4 719,6*	*1 605,7*
	1,4%	3,1%	1,5%	29,9%	-1,3%	-3,3%	5,0%	2,4%
Avoirs Extérieurs Nets	**400,5**	**412,5**	**2 455,2**	**268,4**	**193,8**	**193,1**	**1 987,5**	**49,0**
	817,1	*464,3*	*3 005,5*	*202,9*	*296,3*	*287,3*	*2 198,3*	*-3,7*
	-51,0%	-11,2%	-18,3%	32,3%	-34,6%	-32,8%	-9,6%	-1437,0%
BCEAO	**339,7**	**-654,2**	**-**	**229,1**	**155,1**	**221,0**	**1 532,3**	**-**
	204,4	*-735,2*	-	*154,8*	*106,3*	*297,3*	*1 758,8*	-
	66,2%	-11,0%	-	48,0%	46,0%	-25,7%	-12,9%	-
Banques Commerciales	**608,4**	**1 066,8**	**-**	**39,3**	**38,6**	**-27,8**	**455,2**	**-**
	612,7	*1 199,5*	-	*48,1*	*190,1*	*-10,0*	*439,5*	-
	-0,7%	-11,1%	-	-18,2%	-79,7%	178,0%	3,6%	-
Crédits à l'économie	**1 383,7**	**2 549,2**	**6 405,0**	**134,6**	**2 576,5**	**1 183,3**	**4 077,1**	**1 196,3**
	1 377,6	*2 471,3*	*6 352,3*	*115,2*	*2 535,1*	*1 183,3*	*3 983,2*	*1 154,6*
	0,4%	3,1%	0,8%	16,8%	1,6%	0,0%	2,4%	3,6%
Position Nette du Gouvernement	**280,9**	**-10,1**	**1 588,4**	**59,7**	**396,4**	**204,8**	**119,6**	**216,4**
	417,8	*121,2*	*1 846,6*	*61,2*	*396,4*	*214,7*	*-144,1*	*246,1*
	-32,8%	-108,3%	-14,0%	-2,4%	0,00%	-4,6%	-183,0%	-12,1%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2018. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

2.5.3. Crédits à l'économie

Au deuxième trimestre de l'année 2018, les crédits à l'économie sont globalement ressortis en hausse de 333 mds au niveau de l'Union, soit une progression relative de 1,7%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des crédits bancaires accordés aux secteurs de l'économie autres que les administrations publiques tient à la hausse relevée dans tous les Etats membres de l'Union, à l'exception notable du Niger où les crédits à l'économie sont restés stables en variation trimestrielle. Les progressions les plus remarquables ont été relevées au Sénégal et au Burkina Faso avec des hausses respectives de 93,9 mds (+2,4%) et 77,8 mds (+3,1%).

2.5.4. Position nette du gouvernement

Au terme du deuxième trimestre 2018, il apparaît que la position nette des administrations publiques de l'Union vis-à-vis du secteur bancaire s'est améliorée. Elle s'est établie à 2856,1 mds, contre 3159,9 mds au premier trimestre de l'année en cours, soit une variation trimestrielle de 303,8 mds, correspondant à une amélioration

relative de 9,6% de la position nettes des administrations publiques de l'Union auprès du secteur bancaire. Du point de vue des Etats membres, cette amélioration s'explique essentiellement par la baisse des créances du secteur bancaire sur les administrations publiques de la Côte d'Ivoire (-258,2 mds, soit -14,0%), du Bénin (-136,8 mds, soit -32,8%) et du Burkina Faso (-131,3 mds, soit -108,3%). Dans le même temps, il faut souligner la dégradation de 263,6 mds (-183,0%) de la PNG du Sénégal qui est passée de -144,1 mds au premier trimestre 2018 à 119,6 mds au deuxième trimestre de la même année.

2.6. Activités de la BRVM[4]

A fin juin 2018, le marché boursier est marqué par le recul des indices boursiers et une hausse de la capitalisation boursière portée par la poussée du marché des obligations.

Les indice BRVM 10 et BRVM Composite fléchissent de 13,2% et 16,7% respectivement du fait de la baisse de l'ensemble des indices sectoriels hormis les indices « BRVM – Agriculture » et « BRVM – Autres secteurs » qui progressent respectivement de 1,6% et de 1,8%.

Concernant la capitalisation boursière, elle s'améliore de 3,9% sous l'impulsion de la hausse de la capitalisation du marché des obligations de 27,2% en dépit de la baisse de la capitalisation du marché des actions de 5,2%. La capitalisation boursière se situe à 9 460,4 milliards à fin juin 2018 contre 9 108,8 milliards à fin juin 2017La capitalisation boursière a régressé de 1,9% pour atteindre 9 831,6 mds en raison des effets contrastés de la baisse de 9,7% de la capitalisation du marché des actions et une hausse de 21,7% de la capitalisation du marché des obligations.

2.7. Taux de change effectif réel (TCER)[5]

Le taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié de 1,8% au deuxième trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année passée. Cette évolution reflète principalement la hausse du taux de change effectif nominal de 4,7%, atténuée par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 2,8 points de pourcentage

L'évolution du taux de change effectif nominal au deuxième trimestre 2018 traduit l'appréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport au cédi ghanéen (+13,6%), au yen japonais (+10,0%), au naira (+12,1%), au franc suisse (+8,4%), au dollar des Etats-Unis (+8,3%), au dollar canadien (+3,9%) et au rand sud-africain (+3,7%). A la même période, le taux d'inflation dans l'Union s'est situé à 0,7% contre 3,5% en moyenne au niveau des pays partenaires.

[4] Tiré de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin juin 2018

[5] Extrait du Rapport sur la politique Monétaire de l'UMOA de la BCEAO (Edition de septembre 2018)

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Juin 2018 – Alors que les risques de guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis n'ont jamais été aussi élevés, Pékin fait un geste de bonne volonté en ouvrant davantage son économie aux investissements étrangers. Le nombre de secteurs d'activités protégés est en diminution. La liste des secteurs où les étrangers ne peuvent librement investir passe de 63 à 48. Plus de limites en ce qui concerne les stations-service, le commerce des céréales, les infrastructures électriques, et assouplissement des contraintes dans l'automobile, l'aéronautique et la construction navale.

Déjà depuis avril dernier, des firmes étrangères peuvent détenir jusqu'à 51% des co-entreprises créées avec des Chinois dans certains domaines financiers et de l'assurance. Ce geste de bonne volonté contraste fortement avec les menaces américaines de limiter les investissements chinois aux États-Unis.
Source : rfi.fr

Juin 2018 – L'OPEP s'accorde pour augmenter significativement la production de pétrole. L'Iran et l'Arabie saoudite sont parvenus à un consensus pour que le cartel relève sa production de pétrole d'un million de barils par jour à partir de juillet 2018. Avec pour objectif de calmer les prix à la pompe dans les pays consommateurs, sans trop nuire aux revenus des pays exportateurs.

L'augmentation d'un million de barils par jour officiellement consentie par l'OPEP vient surtout compenser l'impossibilité du Venezuela, de l'Angola et de la Libye de remplir leur quota. L'OPEP en était en effet arrivée à produire collectivement moins que son plafond établi en novembre 2016. La hausse, décidée à Vienne est réalisée grâce à la capacité de production inutilisée de l'Arabie saoudite et des émirats arabes unis.

Elle permet d'éviter une flambée des prix des carburants au deuxième semestre, après le pic du mois de mai qui avait déjà fortement mécontenté le président des Etats-Unis, allié des Saoudiens. Cela sans pour autant faire plonger les prix du brut. C'était la crainte des Iraniens : ils mettront moins de pétrole sur le marché dans les mois qui viennent et pour eux chaque baril est important.
Source : rfi.fr

Mai 2018 – Dans ses prévisions économiques du printemps, la Commission européenne se réjouit du rebond de l'économie européenne. Comme l'an dernier, la croissance de l'Union européenne devrait rester forte en 2018 grâce à une consommation toujours solide, grâce au dynamisme des exportations et de l'investissement. Tous les indicateurs de l'économie européenne sont au vert. La preuve : elle va continuer de croître dans les années qui viennent. La croissance en

2018 devrait atteindre les 2,3% pour reculer légèrement à 2% l'an prochain. La réduction des déficits publics devrait se poursuivre pour les deux prochaines années, confirme Pierre Moscovici, le commissaire aux affaires économiques et financières.
Source : rfi.fr

Avril 2018 – L'Afrique continue de voir sa croissance économique s'améliorer, grâce notamment à l'amélioration des prix des produits de base et du pétrole, note le Fonds monétaire international dans ses prévisions semestrielles. L'Afrique va mieux mais sa croissance ne génère pas encore suffisamment de revenus, voilà l'enseignement que l'on peut tirer du rapport du FMI paru récemment.

Les deux locomotives, le Nigeria et l'Afrique du Sud, redémarrent mais de façon encore un peu poussive. De même que le géant pétrolier angolais. L'embellie provient des cours du pétrole et plus généralement des produits de base, les matières premières, qui sont à la hausse depuis deux ans.

Source : rfi.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Juin 2018 – Au Burkina Faso, Wendkuni Bank International, filiale du groupe Planor Afrique, de l'homme d'affaires burkinabè Apollinaire Compaoré, a inauguré ses activités vendredi 29 juin à Ouagadougou, au cours d'une cérémonie présidée par le chef du gouvernement, Paul Kaba Thiéba. C'est l'aboutissement d'un projet mûri depuis de nombreuses années pour améliorer les conditions de financement de l'économie nationale et du Plan national de développement économique et social, estimé à quelques 15 400 milliards de francs CFA [23,5 milliards d'euros] dont près de 64 % sont pourvus par l'effort national.
Source : Jeune Afrique

Mai 2018 – Au Mali, satisfait de la performance macroéconomique du pays, le Fonds monétaire international a autorisé le décaissement d'une tranche de 89,7 millions de dollars, tout en soulignant les risques associés à la fragilité de la situation sécuritaire du pays. La Facilité élargie de crédit est une aide financière aux pays qui connaissent « des difficultés soutenues de balance des paiements », soutenant des programmes de réformes qui visent à rétablir la viabilité et la stabilité macroéconomique.
Concernant les recommandations, le FMI juge nécessaire d'améliorer la mobilisation des ressources et de renforcer l'efficacité de la dépense, notamment à travers l'élargissement de l'assiette de l'impôt, l'imposition du secteur minier de manière plus efficace, et le renforcement de l'administration fiscale.
Source : Jeune Afrique

Avril 2018 - le Togo contracte un prêt de 12,5 milliards de francs CFA de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce membre (ITFC) de la Banque

Islamique de Développement BID au profit de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET).
Ce prêt permettra à la CEET d'acquérir du fuel lourd pour rendre plus fonctionnel ses installations dans le souci de renforcer d'avantage la production d'énergie électrique.
Source : ICI LOME.COM

Avril 2018 - Le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé a inauguré le 4ème lac sis à Akodesséwa en présence de Neven Mimica, Commissaire européen à la coopération internationale et au développement.
L'aménagement du 4ème lac s'inscrit dans le cadre du Projet d'Aménagement Urbain du Togo 2 (PAUT II), un projet de drainage des eaux pluviales. Le 4è lac est de 26 hectares de plan d'eaux. Les travaux réalisés portent aussi la construction des canaux qui sont de 8 Km. La réalisation de ces ouvrages a été financé par l'Union Européenne, à travers le 10ème FED pour un montant de 28,2 milliards de francs CFA.
Source : http//togotribune.com/news

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au deuxième trimestre 2018 est bien orientée. En effet, la campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats satisfaisants dans beaucoup de pays de l'Union sauf quelques-uns mais, la production industrielle a baissé dans tous les pays dont les données sont disponibles sauf en Côte d'Ivoire. De même, le chiffre d'affaires du commerce et/ou des services a aussi augmenté dans tous les Etats membres à l'exception du Sénégal. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en hausse à l'exception de ceux du café robusta.

Au niveau du commerce extérieur, on a enregistré une baisse des exportations et une légère hausse des importations induisant un solde commercial qui se dégrade. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui se dégrade. Les avoirs extérieurs nets et la masse monétaire ont progressé tandis que les crédits à l'économie baissent. Cependant, tenant compte du poids des matières premières dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre étudié.

Par ailleurs, ce second trimestre de l'année est caractérisé par la confirmation de l'amélioration de l'environnement international. Cela augure de jours meilleurs pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cette embellie stimulerait la demande de matières premières et favoriserait la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union.

Considérant les évolutions positives constatées dans les pays avancés, une amélioration de la demande de matières premières est à envisager. Cela pourrait entrainer la poursuite de l'amélioration de la conjoncture au troisième trimestre 2018.

Au plan des prévisions, le FMI est optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour le reste de 2018 et, en conséquence, de la bonne tenue des cours des matières premières. Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'améliorer et celle des pays de l'Union ne devrait pas être en reste, ce qui devrait favoriser la bonne orientation de la conjoncture dans les prochains mois.